

[Français]

LES RELATIONS FÉDÉRALES- PROVINCIALES

L'AIDE FÉDÉRALE AUX PROVINCES DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Bernard Dumont (Frontenac): Monsieur l'Orateur, hier, en réponse à une question que je lui posais, le très honorable premier ministre me répondait, et je cite:

... nous ne sommes pas de ceux qui s'attachent aveuglément aux opinions des anciens.

Pourrait-il me dire si le fait de tenir compte des recommandations contenues dans le rapport Aird, de 1927, qui reconnaissent aux provinces le droit exclusif de légiférer en matière d'éducation, constitue un attachement aveugle à l'opinion des anciens?

M. l'Orateur: Je crois que cette question constitue plutôt un argument et je ne crois pas qu'elle soit recevable telle que posée.

[Traduction]

LE PÉTROLE

LA SITUATION EN ALASKA ET DANS LE GRAND NORD

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, j'ai une question double à poser au premier ministre. S'entretiendra-t-il prochainement avec le premier ministre Manning, de l'Alberta, à propos de la création d'un comité spécial chargé d'examiner les conditions de l'industrie pétrolière dans le contexte de l'évolution actuelle des choses en Alaska et dans le Nord et a-t-il accepté de discuter ou a-t-il déjà discuté de cette étude avec M. Howland, président de l'Office national de l'énergie, comme ce dernier l'avait recommandé à un comité de la Chambre?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'aurai le plaisir demain matin de m'entretenir avec M. Manning en compagnie de mes collègues. Je suppose qu'il soulèvera cette question, mais je n'ai pas encore répondu à l'invitation du président. Je remercie le député de m'avoir suggéré le sujet de ces entretiens.

M. Woolliams: Je me demande si je pourrais poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je ne dis pas cela pour formuler une critique, mais M. Howland a mentionné qu'il manquait de personnel et de fonds pour effectuer une étude. Le premier ministre songerait-il...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député veut-il poser une question?

M. Woolliams: Oui, monsieur l'Orateur, mais en toute déférence, je devais faire quelques observations préliminaires, afin que le premier ministre la comprenne. M. Howland a signalé qu'il manquait de fonds. Je me demande si le premier ministre consentirait à discuter la question avec ses collègues. Je veux parler de l'octroi de fonds pour effectuer cette étude fondamentale qui aura une si grande importance pour le revenu national du Canada.

Le très hon. M. Trudeau: J'examinerai la possibilité de discuter la question avec mes collègues, monsieur l'Orateur.

LES DROITS DE L'HOMME

L'ANNIVERSAIRE DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE PAR LES NATIONS UNIES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. N. Thompson (Red Deer): Monsieur l'Orateur, je pose ma question au premier ministre. Comme c'est aujourd'hui le vingtième anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme par les Nations Unies, je lui pose une double question. Premièrement, le gouvernement prévoit-il une déclaration ou une commémoration de ce jour important? Deuxièmement, puisque le Canada a ratifié la déclaration universelle de façon aussi complète, le gouvernement du Canada est-il prêt à modifier l'article 6 (1) de la loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail, afin que cette loi n'enfreigne pas mais suive les dispositions et intentions expresses de la Déclaration universelle des Nations Unies, en particulier de l'article 20 (1)?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député prononce un discours alors qu'il devrait poser une question.

M. Thompson: J'ai posé ma question, Votre Honneur.

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je remercie le député d'avoir signalé à la Chambre cet anniversaire si important. Je n'avais pas pensé faire une déclaration aujourd'hui. Je me bornerai à dire que la semaine dernière une conférence s'est tenue à Ottawa et dans diverses régions du Canada et que le gouvernement fédéral y était pour beaucoup. J'y ai participé au nom du gouvernement et j'ai parlé de l'importance de cet événement, comme l'a demandé le député. Pour ce qui est de la seconde partie de la question, nous ne songeons à aucune modification précise dans ce